CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN EQUIDE



CONVENTION DE MISE EN PENSION

ENTRE

Fŧ

EURL CHARNAY EQUITATION, Centre Equestre

301 Chemin des Bruyères de Roches 71850 CHARNAY-LES-MACON

Représenté par Emmanuelle FERT, Gérante/Propriétaire

Ci après dénommé "le Loueur" et / ou "le Centre Equestre"

D'UNE PART,

Nom et Prénom :		
Représenté(e) par ses parents, si mine	ur, M. et/ou Mme	
Résidant		
Tél. :	<u> </u>	
Mail :	@	
Ci après dénommé "le Locataire"		

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Le présent contrat est établi afin d'encadrer la prise en dont le numéro SIRE est dernier au sein de l'établissement du Loueur.	
Article 1. Utilisation de l'équidé	
Le Locataire est autorisé à utiliser l'équidé en reprises jours par semaine, soit :	5 / en autonomie (rayer la mention inutile)
Le	
Le	
Le	
Aux horaires suivants :	(préciser les horaires)
L'équidé peut également être utilisé :	
Pour la pratique de la compétition : Si oui, préciser la discipline et le niveau	oui non u d'épreuves :
Pour la promenade et/ou la randonnée : Il est strictement interdit d'effectuer toute pro Toute sortie devra se faire exclusivement en p l'autorisation préalable du Loueur.	

Article 2. Obligations du Locataire

Le Locataire s'engage à utiliser l'équidé "raisonnablement" dans les conditions fixées à l'article 1 et à payer le prix dans les conditions fixées à l'article 4.

Le locataire n'a aucun droit de regard sur l'utilisation de l'équidé lorsqu'il n'en a pas lui-même l'utilisation.

Article 3. Obligations du Loueur

Le Loueur s'engage à assurer une utilisation libre et paisible de l'équidé au Locataire durant les jours et horaires convenus à l'article 1.

Dans l'hypothèse où l'équidé est utilisé pour la compétition, le Loueur s'engage à effectuer les démarches nécessaires afin d'enregistrer l'équidé sur la liste FFE.

Article 4. Prix

Le montant de la location s'élève à 145 € par mois pour un équidé propriété	du centre équestre.
Le montant de la location s'élève à 145 € par mois + € par mois par le centre équestre.	s pour un équidé loué
La location est subordonnée à l'engagement du locataire de suivre deux cou hebdomadaires au sein du centre équestre. Le montant de ces deux cours co par mois à ajouter à la location de l'équidé.	
Le locataire doit payer le Loueur au plus tard le 5 de chaque mois.	
Si le Loueur souhaite modifier le prix, il devra en informer le Locataire au mo Locataire n'accepte pas la révision du prix, il devra rompre le contrat selon le l'article 7.	
Article 5. Responsabilités et assurance	
La garde de l'équidé est transférée du Loueur au Locataire pendant l'utilisati Locataire.	on de l'équidé par le
A ce titre, le Locataire s'engage à souscrire une licence fédérale en cours de assurance en responsabilité civile couvrant les risques inhérents à la pratique ce dernier cas, le Locataire fournit une attestation d'assurance au Loueur.	
Le Locataire s'engage également à déclarer l'équidé à son assurance dans le Responsabilité Civile (RC) et devra fournir une attestation au Loueur.	cadre de sa
Article 6. Durée du contrat	
Si le contrat est conclu de septembre à juin :	
Le présent contrat est conclu pour une durée de pour se terminer le	
Si le contrat est conclu pour le mois de juillet si participation aux Char	mpionnats :
Le présent contrat est conclu pour une durée depour se terminer le	Il prend effet le

Le contrat peut être résilié à tout moment dès lors que l'équidé devient inapte à l'usage convenu à l'article 1.

Cependant si la raison de l'immobilisation est consécutive à un accident, une négligence, une utilisation inappropriée ou toute autre faute imputable au locataire, le présent contrat ne pourra pas être résilié de manière anticipée.

Article 7. Rupture du contrat

Dans les cas prévus aux articles 4 et 6, le contrat peut être rompu par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 1 mois. Le préavis aura comme point de départ le jour de la réception de la lettre recommandée.

Hors les cas prévus aux articles 4 et 6, le contrat ne peut pas être résilié par le Locataire avant son terme, sous peine de verser au Loueur une indemnité forfaitaire de 1 000 €.

La résiliation judiciaire pourra être demandée par l'une des parties en cas de faute grave et/ou de manquement par l'autre partie à l'une au moins des obligations prévues au présent contrat.

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par le Loueur et sans préavis en cas de mésentente avérée, de quelque nature que ce soit, constituant un juste motif de rupture entre les parties.

Fait en 2 exemplaires, remis à chacune des parties.	
A Charnay-lès-Mâcon, le	
Le Locataire	Le Dirigeant, Loueur
	CHARNAY EQUITATION Emmanuelle FERT